



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**ARRÊTÉ n°25E10 d'autorisation environnementale unique autorisant les travaux et portant dérogation pour la destruction, la perturbation, la capture temporaire d'espèces protégées et la destruction de leurs milieux nécessaires à l'aménagement d'un demi-diffuseur autoroutier sur l'autoroute A85 à Coteaux-sur-Loire**

Le préfet d'Indre-et-Loire,

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu :**

- le titre 1<sup>er</sup> du livre II du code de l'environnement : eaux et milieux aquatiques ;
- le code de l'environnement, et notamment les articles L. 163-1, L.181-1 et L.181-2, L. 211-1 L. 214-1 à L. 214-3, L.411-1, L. 411-2, L.415-3, R.181-46 et R.211-1, R.214- 1 à R.214-56 ;
- le code de l'environnement et notamment son article L.122-1-III ;
- le code civil et notamment son article 640 ;
- les décrets n° 97-34 du 15 janvier 1997 et n° 97-1204 du 19 décembre 1997, relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de Préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté du 18 mars 2022 du Préfet de région, coordonnateur de bassin, approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne ;
- l'arrêté du 9 juillet 2020 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du val d'Authion ;
- les arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique des captages d'alimentation en eau potable « LA PERREE » sur la commune de Coteaux-sur-Loire et « LA DEROUETTE SUD BOURG » sur la commune de Restigné ;
- l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

- l'arrêté du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- l'arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain et protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- l'arrêté du 12 mai 1998 autorisant Cofiroute à réaliser l'ensemble des travaux et ouvrages hydrauliques connexes projetés dans le cadre du contournement Nord de Langeais de l'autoroute A85 ;
- l'arrêté du 30 avril 2003 prolongeant pour une durée de 5 ans l'autorisation accordée par l'arrêté du 12 mai 1998 ;
- l'arrêté du 11 avril 2022 soumettant à évaluation environnementale la réalisation de ce demi-diffuseur de l'autoroute A85 à Coteaux-sur-Loire après examen au cas par cas ;
- la demande d'autorisation environnementale unique présentée par la société Cofiroute en date du 12 juillet 2023, sollicitant l'autorisation de rejeter les eaux pluviales dans le cadre de l'aménagement d'un demi-diffuseur autoroutier sur l'autoroute A85 à Coteaux-sur-Loire ;
- l'avis de l'ARS (Agence Régionale de Santé) du 29 août 2023 ;
- l'avis du service eau, biodiversité, risques naturels et Loire de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) du 28 septembre 2023 ;
- l'avis favorable du CSRPN (Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel) de la région Centre-Val-de-Loire en date du 26 septembre 2023 ;
- la demande de compléments de la DDT du 27 octobre 2023 ;
- les réponses apportées par Cofiroute en date du 19 avril 2024 à la demande de compléments ;
- l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2024 prolongeant le délai de la phase d'examen de 4 mois ;
- l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) du 13 décembre 2024 ;
- la réponse du pétitionnaire à cet avis en date du 6 février 2025 ;
- le dossier loi sur l'eau mis à jour et transmis le 28 février 2025 par Cofiroute ;
- l'arrêté préfectoral du 15 avril 2025 portant ouverture de l'enquête publique ;
- le rapport, les conclusions et les deux réserves du commissaire enquêteur en date du 15 juillet 2025 sur l'autorisation environnementale unique ;
- la convention signée entre Cofiroute et un exploitant agricole en date du 1<sup>er</sup> juin 2025 relative à la mise en œuvre des mesures compensatoires ;
- le mémoire commun de Cofiroute et du conseil départemental d'Indre-et-Loire transmis le 03/10/2025 en réponse aux réserves émises par le commissaire enquêteur ;
- la demande anticipée de Cofiroute formulée à la DDT par mail du 10 octobre 2025 demandant la réalisation de l'abattage d'un arbre gîte potentiel à chiroptères (conformément à la Mrc6) ;
- l'accord de la DDT en date du 15 octobre 2025 à la demande anticipée ci-dessus ;
- le compte-rendu d'abattage de l'arbre transmis à la DDT le 31 octobre 2025 indiquant notamment l'absence de gîte à chiroptère lors de l'intervention ;
- le porter à connaissance transmis le 7 novembre 2025 par Cofiroute suite aux remarques de l'État du 31/08/2023 sur le dossier de demande de principe (modification de la géométrie de la bretelle de sortie)

et concernant l'augmentation du nombre de places de parking de covoiturage, suite aux réserves du commissaire enquêteur ;

- la décision ministérielle du 26 juin 2024 approuvant la demande de principe de création de ce demi-diffuseur et autorisant Cofiroute à solliciter l'ouverture de l'enquête publique auprès du Préfet d'Indre-et-Loire ;

- l'arrêté de prorogation du délai de procédure d'instruction de la demande formulée par Cofiroute concernant l'autorisation environnementale unique relative à l'aménagement d'un demi-diffuseur autoroutier sur l'autoroute A85 à Coteaux-sur-Loire du 17 octobre 2025 prorogeant le délai jusqu'au 17 décembre 2025 ;

- l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) dans sa séance du 11 décembre 2025 ;

#### **Considérant ce qui suit :**

Au titre des articles L.181-1 et L.181-2 du code de l'environnement, « les activités, installations, ouvrages, travaux » faisant l'objet de la demande sont soumis à autorisation environnementale.

Le projet est compatible avec les dispositions du S.D.A.G.E. Loire-Bretagne 2022-2027 et n'est pas de nature à compromettre l'objectif d'atteinte du bon état écologique et chimique des masses d'eau concernées ;

Le projet du pétitionnaire et les prescriptions particulières fixées par le présent arrêté protègent ou préviennent suffisamment les atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement relatif à la protection des eaux et la préservation des écosystèmes ;

La création de ce demi-diffuseur a été soumise à évaluation environnementale au titre du cas par cas et par, conséquent, ce projet est considéré comme une modification substantielle d'une installation existante et donc soumis à la délivrance d'une nouvelle autorisation ;

Le projet n'aggrave pas le risque inondation à l'aval pour une pluie d'occurrence décennale ;

Le projet est compatible avec les dispositions du PPRI val d'Authion, car son impact sur la surface totale du champ d'inondation est jugée comme négligeable ;

Ce projet de demi-diffuseur autoroutier est inclus dans une étude d'impact globale qui intègre les impacts du projet de demi-diffuseur à créer porté par Cofiroute et de l'aménagement de la RD 71 porté par le conseil départemental d'Indre-et-Loire (voir Annexe 1) ;

Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité ;



La notion de globalité conduit donc à cumuler les effets du demi-diffuseur et de l'élargissement sur 375 mètres linéaires de la RD 71 ;

L'étude d'impact présentée cumule les impacts du demi-diffuseur et du projet d'élargissement de la RD 71 ;

Les travaux d'élargissement de la RD 71 portés par le conseil départemental ont fait l'objet d'un porter à connaissance validé par la DDT en date du 28 mars 2024 ;

La nécessité de prolonger le délai de la phase d'examen de 4 mois afin de réaliser une saisine commune de la MRAE sur la procédure d'autorisation environnementale et la procédure de DUP (Déclaration d'Utilité Publique) pour permettre une meilleure compréhension par le public du projet et des procédures associées ;

Le pétitionnaire a déposé une demande de déroger au L.411-1 conformément au L.411-2 du code de l'environnement ;

La justification de l'intérêt public majeur est de nature économique pour la construction de ce demi-diffuseur ;

Il n'existait pas d'autres solutions satisfaisantes au vu des scénarii étudiés et permettant de garantir un projet cohérent dans son ensemble ;

L'autorisation sollicitée ne nuira pas au maintien, dans un état de conservation favorable, aux populations des espèces protégées visées dans leur aire de répartition naturelle au regard de la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC) appliquées par le pétitionnaire ;

Sur la base des éléments présentés dans le dossier, il apparaît qu'une fois les mesures d'évitement et de réduction des impacts mises en œuvre, les impacts résiduels du projet sur les espèces sont suffisamment faibles pour ne pas remettre en cause le bon équilibre des espèces concernées par le projet ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire,



# ARRÊTÉ D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE

## – OBJET DE L'ARRÊTÉ –

### Article 1 – Bénéficiaire de l'autorisation

La société Cofiroute est autorisée à réaliser et à exploiter les installations, ouvrages, travaux et activités hydrauliques ainsi que de déroger pour la destruction, la perturbation, la capture temporaire d'espèces protégées et la destruction de leurs milieux dans le cadre de l'aménagement d'un demi-diffuseur autoroutier sur l'A85 à Coteaux-sur-Loire.

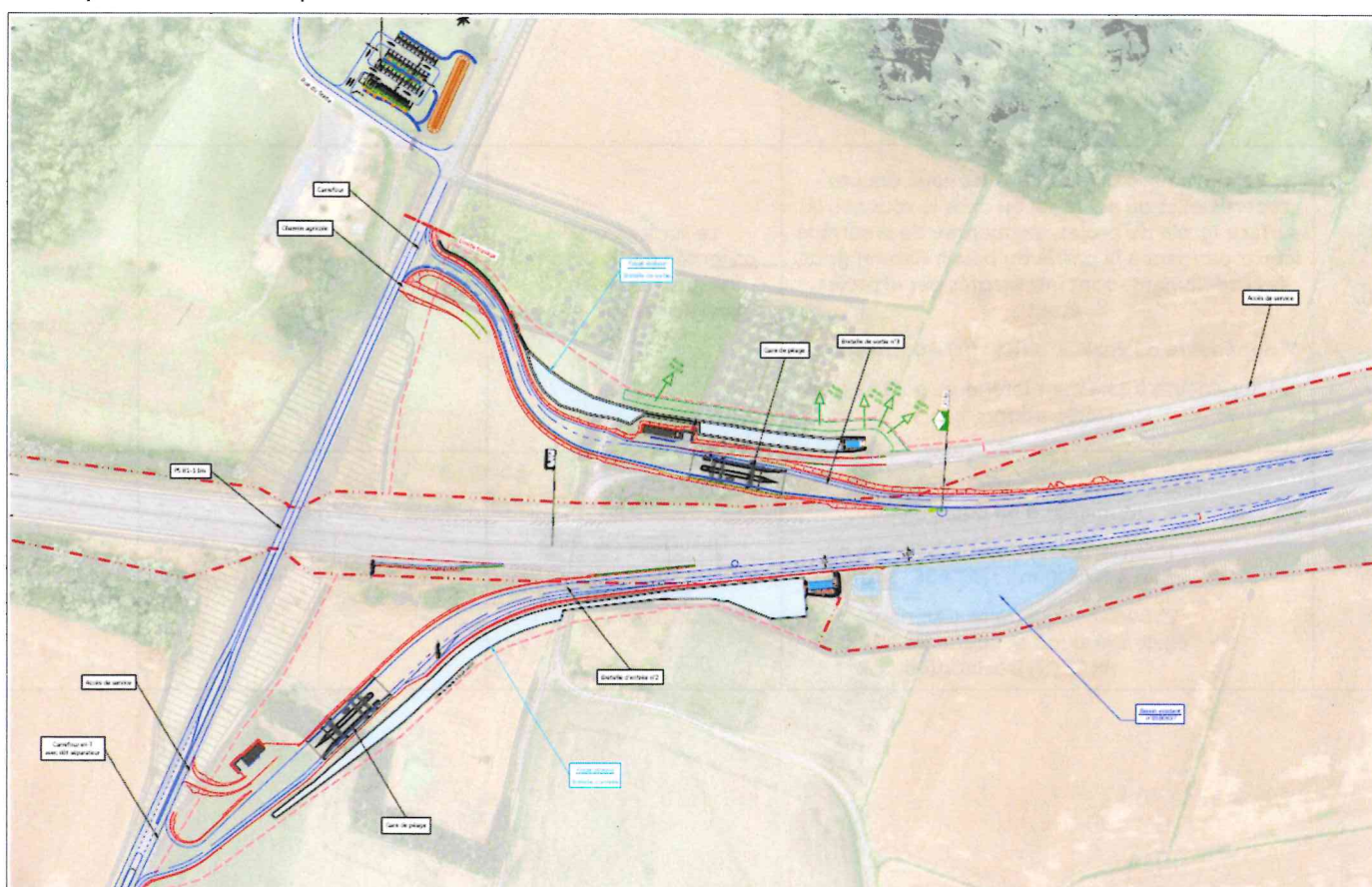
### Article 2 – Objet de l'autorisation

La présente autorisation environnementale unique tient lieu au titre de l'article L.181-2 du code de l'environnement :

- d'autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement ;
- d'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 ;
- d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et d'activités au titre de la loi sur l'eau ;
- d'autorisation de destruction, perturbation, capture temporaire d'espèces protégées et destruction de leurs milieux.

### Article 3 – Localisation de l'opération

La localisation du projet de demi-diffuseur et de ses principaux aménagements, objet du présent arrêté, sont situés sur la commune de Coteaux-sur-Loire au croisement de l'autoroute A85 et de la RD71. Ils sont représentés sur le plan ci-dessous :



#### Article 4 – Nomenclature Eau (IOTA)

Conformément à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'Environnement, sont autorisées aux conditions du présent arrêté les opérations suivantes :

Rubrique	Intitulé	Incidence de l'opération	Régime	Arrêtés de prescriptions générales	Phase du projet
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau : (D) <b>Déclaration.</b>	Deux piézomètres ont été mis en œuvre pour la réalisation des sondages géotechniques et pour assurer un suivi dans le temps de la qualité des eaux souterraines.	<b>Déclaration</b>	APG du 11/09/2003	Travaux
1.2.1.0.	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :  1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m <sup>3</sup> / heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau : (A) <b>Autorisation ;</b>  2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m <sup>3</sup> / heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau : (D) <b>Déclaration.</b>	À ce stade de l'étude, les débits ou volumes prélevés ne sont pas quantifiables.	<b>Déclaration</b>	APG du 11/09/2003	Travaux
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :  1° Supérieure ou égale à 20 ha : (A) <b>Autorisation ;</b> 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : (D) <b>Déclaration.</b>	La surface totale collectée par le système de gestion des eaux pluviales est de <b>3,61 ha</b> (dont 2,50 ha interceptés).	<b>Déclaration</b>	/	Travaux Exploitation
3.2.2.0.	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :  1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> : (A) <b>Autorisation ;</b> 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m <sup>2</sup> : (D) <b>Déclaration.</b>	La surface de zone inondable soustraite est de <b>1,95 ha.</b>	<b>Autorisation</b>	APG du 13/02/2002	Travaux Exploitation

3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :  1° Supérieure ou égale à 1 ha : (A) <b>Autorisation ;</b>  2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha : (D) <b>Déclaration.</b>	La surface de zone humide détruite est de <b>0,947 ha</b>	<b>Déclaration</b>	/	Travaux Exploitation
----------	--	---	--------------------	---	-------------------------

#### **Article 5 – Description des opérations projetées**

Le projet d'aménagement du demi-diffuseur de l'A85 prévoit les aménagements suivants :

- création d'une bretelle d'entrée de l'A85,
- création d'une bretelle de sortie de l'A85,
- réalisation de deux gares de péage avec ses équipements et leurs locaux techniques,
- mise en place des carrefours en T de raccordement à la voirie secondaire pour les deux bretelles,
- aménagement de la RD 71 entre les deux carrefours de raccordement des bretelles,
- création d'un parking de covoiturage de 40 places en revêtement perméable\*.

\* Le parking de covoiturage sera réalisé par Cofiroute et rétrocédé à l'issue des travaux à la commune de Coteaux-sur-Loire. A réception des travaux, la commune devra adresser un courrier au service police de l'eau pour lui demander d'acter le changement de bénéficiaire de ce parking de covoiturage.

#### **Article 6 – Conformité au dossier**

Les installations, ouvrages, travaux seront situés, installés et exploités conformément aux plans et aux pièces jointes à la demande d'autorisation environnementale en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

#### **Article 7 – Modification de l'installation**

Toute modification des ouvrages, de l'installation ou de leur mode d'exploitation, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation de son incidence sur le milieu aquatique.

L'autorité administrative peut imposer toute prescription complémentaire à l'occasion de ces modifications nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement, mais aussi à tout moment, s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

### **– PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES EN PHASE CHANTIER –**

#### **Article 8 – Démarrage des travaux**

Le pétitionnaire informera le service police de l'eau de la date de démarrage des travaux dans un délai minimum préalable de 15 jours.

Le bénéficiaire ne peut réaliser les travaux en dehors de la période autorisée sans en avoir fait la demande préalable au Préfet.

Le terme « travaux » désigne l'ensemble des interventions sur le terrain mené dans le cadre du projet. Ainsi, il comprend l'ensemble des interventions depuis la phase préparatoire au chantier jusqu'à la phase de récolement.

#### **Article 9 – Écoulement des eaux**

Durant toute la durée des travaux, des mesures provisoires seront prises pour assurer le libre écoulement des eaux superficielles. Les eaux claires des bassins versants naturels ne devront pas être reprises par le système de traitement provisoire des eaux de chantier.



## **Article 10 – Principes de précaution**

Les travaux seront effectués avec le souci constant de la protection de l'environnement en général, et de l'eau et des milieux aquatiques en particulier.

À cet effet :

- l'emprise du chantier sur les milieux naturels sensibles tels que les fonds de talweg, les berges des cours d'eau ou des fossés, le périmètre de protection, sera limitée au strict nécessaire ;
- des bassins définitifs ou temporaires seront mis en place en tout début des travaux de terrassement de l'infrastructure à élargir. Les eaux de pluie ruisselant sur l'emprise du chantier seront dirigées vers ces bassins ;
- l'engazonnement des talus sera réalisé le plus tôt possible après leur réalisation ;
- l'entretien des véhicules de chantier ainsi que leur approvisionnement en carburant sera effectué sur un site non susceptible de permettre un transfert rapide d'une pollution accidentelle vers les eaux de surface ou souterraines. Les citernes d'approvisionnement devront être équipées de dispositifs de sécurité ;
- les aires de stockage des hydrocarbures et autres produits dangereux seront imperméabilisées et équipées de dispositifs de rétention ;
- les stockages ponctuels de matériaux ne sont pas autorisés en zones inondables ni en zones humides ;
- après l'achèvement des travaux et avant toute exploitation de l'infrastructure, le site sera remis en état et débarrassé de tous décombres, dépôts de matériaux, ferrailles, déchets de construction, en notant que rien ne devra être enfoui (évacuation intégrale des déchets de chantier) ;
- préalablement à toute intervention, les espèces végétales invasives sont arrachées manuellement (interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires).

Toutes les dispositions sont prises pour éviter une dissémination d'espèces invasives (végétales) présentes dans l'aire des travaux : aucun mélange de terres et transfert de terre ou d'engins sans nettoyage n'est autorisé entre les secteurs contaminés et les secteurs indemnes.

## **Article 11 – Gestion des eaux pluviales**

Les bassins de stockage et de décantation devront respecter les principes suivants :

- gestion d'une pluie d'occurrence 2 ans,
- ouvrage siphon en sortie,
- un volume mort d'au moins 0,5 m de profondeur,
- rapport longueur/largeur au minimum égal à 6,
- un orifice calibré pour réguler le débit de fuite,
- un dispositif de confinement d'une éventuelle pollution accidentelle dans le bassin et
- d'une surverse pour évacuer les débits excédentaires.

Un mois avant tout début d'exécution des terrassements, un dossier technique présentant l'assainissement provisoire envisagé sera transmis au service police de l'eau pour approbation. Ce dossier technique devra comporter les plans des installations de chantier, un planning d'exécution, les notices de

dimensionnement des installations et des équipements temporaires qui seront mis en œuvre lors de la phase chantier pour gérer les eaux pluviales et éviter les risques de pollution.

#### **Article 12 – Réutilisation du bassin 85B0637 (y compris le filtre à sable)**

Le bassin d'eau pluviale existant pourra être réutilisé pour gérer les eaux de la phase chantier à condition que celui-ci, avant réutilisation, soit curé et qu'une analyse de pollution des matériaux soient réalisées. Selon les résultats des analyses, ces matériaux devront être évacués soit dans un centre de traitement approprié soit sur un terrain hors zone inondable. Le service police de l'eau devra être informé avant le début du curage.

#### **Article 13 – Suivi du chantier par un écologue**

Le balisage et la mise en défens des secteurs sensibles seront réalisés en concertation et la bonne réalisation de ces opérations se fera sous la responsabilité d'un écologue.

Un écologue à la charge du pétitionnaire suit l'ensemble des travaux inscrits dans le présent arrêté et définit ces différents secteurs.

#### **Article 14 – Réalisation de sondages, forages ou prélèvements dans la Loire**

Si des forages ou sondages doivent être réalisés, le pétitionnaire transmettra au moins 1 mois avant le démarrage des travaux un porter à connaissance au service police de l'eau pour validation. Le porter à connaissance devra comporter à minima les éléments suivants : localisation des travaux, période et durée de réalisation, objectifs recherchés, caractéristiques techniques, mesures de précautions mises en œuvre.

Tout prélèvement dans la Loire devra faire l'objet avant mise en œuvre du pompage d'une demande auprès du service police de l'eau pour validation lorsque le lieu, le débit et les besoins seront identifiés.

### **– COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES EN PHASE EXPLOITATION–**

#### **Article 15 – Collecte des eaux pluviales**

Les eaux de ruissellement des deux bretelles aménagées seront collectées par un réseau de fossés imperméables ou de canalisations permettant le transit, sans mise en charge ni débordement, d'un débit correspondant à un événement pluvieux de période de retour 10 ans.

#### **Article 16 – Écoulements interceptés**

Le réseau de collecte des eaux pluviales des bassins versants naturels est dissocié du réseau de collecte des eaux de ruissellement de la plate-forme routière.

#### **Article 17 – Principes de gestion des eaux pluviales**

Jusqu'à cette même fréquence décennale, les eaux ainsi collectées ne rejoindront le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant :

- la rétention et l'évacuation des divers flottants ;
- la décantation des MES, avec un objectif moyen de 85 % d'abattement pour chaque fossé stockeur ;
- le piégeage des hydrocarbures.

#### **Article 18 – Gestion des eaux pluviales**

Les eaux pluviales des deux bretelles d'entrée et de sortie seront collectées et tamponnées par 2 fossés stockeurs. Les fossés stockeurs seront étanches (de perméabilité inférieure ou égale à  $5.10^{-8}$  m/s). Le complexe d'étanchéité sera composé d'une géomembrane entre deux géotextiles, recouverts de terre végétalisée. Les fossés stockeurs comporteront un volume mort correspondant à une hauteur de 0.5 m sous le fil d'eau de l'ouvrage de vidange.

Le plan d'assainissement est représenté en Annexe 2 du présent arrêté.

Ces deux fossés stockeurs seront équipés de la façon suivante :

#### En entrée de fossé stockeur

- l'arrivée dans l'ouvrage sera aménagée de manière à limiter l'érosion des berges ;
- un déversoir pour les pluies d'occurrence supérieure à la période de dimensionnement du fossé stockeur (10 ans).

#### En sortie de fossé stockeur

- une prise d'eau rigide équipée d'une grille inclinée à barreaux verticaux ;
- un voile siphonide, dont la génératrice inférieure sera immergée sous la surface du volume mort, pour assurer la fonction de déshuilage ;
- un orifice calibré permettant de réguler le débit de fuite ;
- un dispositif d'obturation (vanne de fermeture manuelle apparente) permettant le piégeage des pollutions accidentelles ;
- une trappe en caillebotis afin de permettre l'accès à l'ouvrage de vidange.

#### Article 19 – Caractéristiques des deux fossés stockeurs

Les caractéristiques des deux fossés stockeurs seront les suivantes :

Fossé stockeur	Surface collectée (en ha)	Volume mis en place (en m <sup>3</sup> )	Volume de confinement d'une pollution (en m <sup>3</sup> )	Surface de la surprofondeur (en m <sup>2</sup> )	Débit de fuite (en l/s)	Diamètre orifice (en mm)
Bretelle sortie (Nord)	0,52	220	134	50	3	70
Bretelle entrée (Sud)	0,68	280	160	60	3	70

#### Article 20 – Raccordement d'une partie des eaux pluviales du projet au bassin existant 85B0637

Le bassin B850637 va collecter 690 m<sup>2</sup> de surface supplémentaire à l'issue du projet. Ce surplus représente un volume d'eau d'environ 2,4 m<sup>3</sup>. Ce bassin est en capacité de recevoir ce volume supplémentaire, les caractéristiques du bassin ne seront pas modifiées.

#### Article 21 – Entretien du système de gestion des eaux pluviales

L'ensemble de ce dispositif de collecte et de traitement des eaux pluviales fera l'objet d'une gestion, d'un entretien et d'une surveillance réguliers afin d'en garantir un fonctionnement optimal. À cet effet :

- les fossés stockeurs seront en tant que nécessaire, curés, pour maintenir l'objectif moyen de décantation des MES et pour conserver un volume mort ;
- les fossés de collecte des eaux pluviales seront faucardés et si nécessaire curés, en tant que de besoin ;
- l'ouvrage siphonide fera l'objet d'un entretien annuel et après tout déversement accidentel pour évacuer les hydrocarbures piégés dans l'ouvrage ;
- la maniabilité et l'efficacité du système d'obturation seront vérifiées au moins tous les ans.

Le désherbage sera effectué de façon mécanique ou thermique sans employer de produits chimiques.

#### Article 22 – Plan de récolement

Un plan de récolement devra être envoyé au service police de l'eau dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement de la construction de chaque fossé stockeur.



### Article 23 – Suivi des rejets d'eaux pluviales

Afin de s'assurer que les performances d'abattement de chaque fossé stockeur sont conformes aux ordres de grandeurs attendus, Cofiroute devra réaliser des analyses d'eaux en sortie de chaque ouvrage. Ce suivi sera effectué deux fois par an pendant 4 ans à compter de la mise en service du projet, et les paramètres à analyser seront les suivants : MES, DCO, DBO5, Zn, Cu, Cd et HAP.

Après cette échéance, la pertinence du maintien de ce suivi sera évaluée avec le service police de l'eau.

Le rapport d'analyses devra mentionner la date et l'heure du prélèvement et devra être accompagné du relevé des pluies établi par Météo France au pas de temps horaire sur les 24 heures ayant précédé le prélèvement. En cas de dégradation notable de la qualité des eaux superficielles, le bénéficiaire propose au Préfet, dans un délai fixé par celui-ci, des adaptations des dispositifs d'assainissement pour mettre un terme aux dégradations constatées.

### Article 24 – Transmission des données

Une copie des résultats de l'auto surveillance prescrite par l'article 23 sera transmise au service de la police des eaux chaque année. Des opérations de contrôle de la validité de l'auto surveillance pourront être réalisées par le service de police des eaux ; les frais inhérents à ces contrôles seront supportés par le bénéficiaire.

## – MESURES ET DÉROGATION AU TITRE DES ESPÈCES ET HABITATS PROTÉGÉS –

### Article 25 – Nature de la dérogation

Le bénéficiaire de l'autorisation, ainsi que toutes personnes mandatées par ses soins, sont autorisés à :

- Détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos des espèces protégées suivantes :

Oiseaux	
Cisticole des joncs	<i>Cisticola juncidis</i>
Linotte mélodieuse	<i>Linaria cannabina</i>
Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>
Bruant jaune	<i>Emberiza citrinella</i>
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>
Tarier pâle	<i>Saxicola rubicola</i>

- Détruire, perturber, capturer temporairement les spécimens d'espèces animales protégées suivantes :

Amphibiens	
Crapaud commun	<i>Bufo bufo</i>
Grenouille agile	<i>Rana dalmatina</i>
Grenouille commune	<i>Pelophylax kl. Esculentus</i>
Grenouille rieuse	<i>Pelophylax ridibundus</i>
Triton palmé	<i>Lissotriton helveticus</i>

- Arrachage de spécimens d'espèce végétale protégée suivante :

Flore	
Orchis pyramidal	<i>Anacamptis pyramidalis</i>

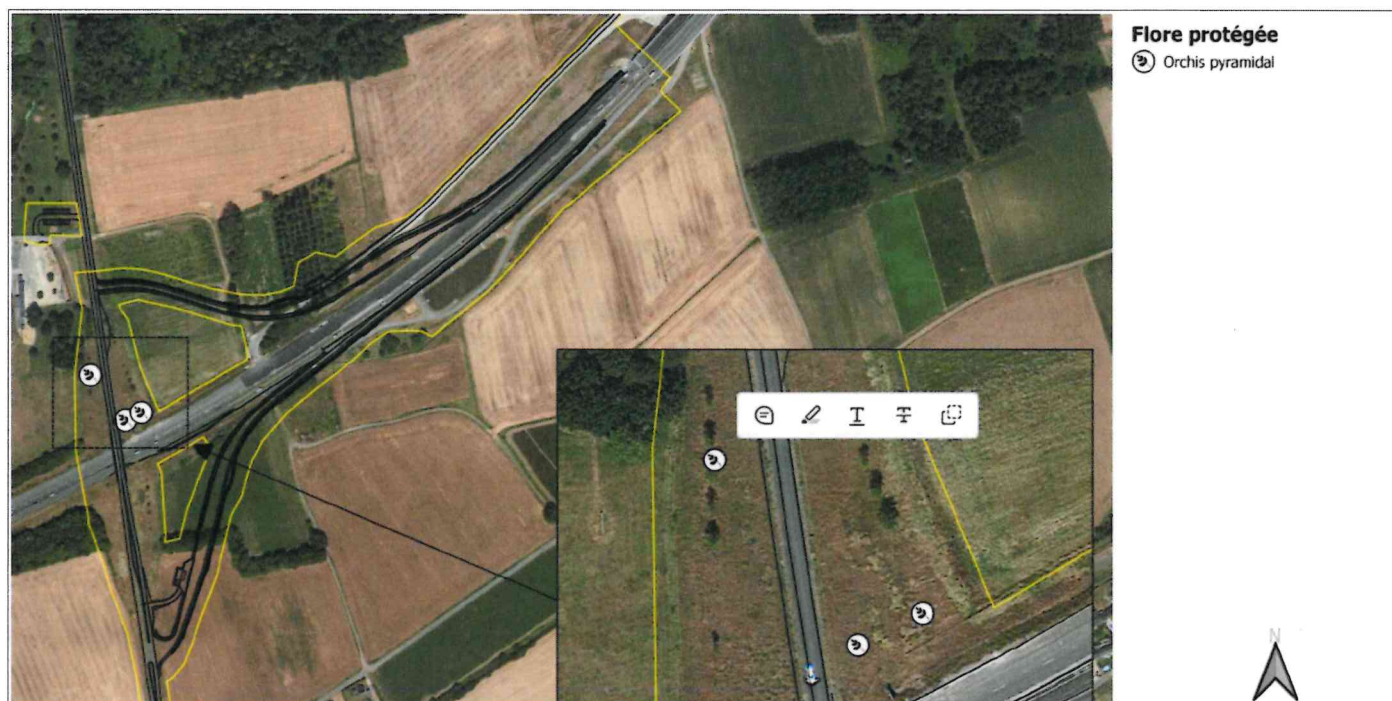
#### Article 26 - Durée de la dérogation

Concernant la dérogation à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction ou des aires de repos des espèces protégées citées à l'article 25, ainsi que concernant la dérogation à la destruction de spécimens d'espèces protégées citées à l'article 27, celles-ci prennent effet à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029. La DDT 37 se réserve le droit de provoquer une visite pour la validation de date de fin de travaux hors pose des équipements.

Concernant la capture temporaire ainsi que la perturbation des spécimens d'espèces protégées citées dans l'article 25, la dérogation prend effet à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à la fin de la concession afin de pouvoir assurer les suivis.

#### Article 27 – Description de la dérogation

Concernant l'Orchis pyramidal, le projet va entraîner la destruction de 3 stations d'Orchis pyramidal représentant environ 20 pieds. Cofiroute devra transférer les pieds d'Orchis avant travaux. Ci-dessous la localisation des 3 stations d'Orchis pyramidal :



Pour les espèces d'oiseaux, le projet entraînera la destruction de 2,9 ha d'habitats couverts favorables à la Cisticole des joncs. Les 4 autres espèces d'oiseaux listées à l'article 25 vont subir une perte de 3,2 ha d'habitats favorables à l'avifaune en milieux semi-ouverts. La carte en Annexe 3 permet de localiser les milieux impactés par le projet sur les espèces d'oiseaux listées ci-dessus :

#### Article 28 – Zones humides

Cofiroute est autorisé à détruire 9 470 m<sup>2</sup> de zones humides. La zone humide impactée est majoritairement une zone humide pédologique et la zone impactée est localisée dans l'annexe 4 du présent arrêté. Pour compenser cet impact sur la zone humide des mesures sont prévues (voir article 31).



## Article 29 – Mesures de réduction en phase chantier (MRc) et en phase exploitation (MRe)

L'ensemble des mesures de réduction liées au projet sont résumées dans le tableau ci-dessous :

N°	Intitulé
MRc1	Délimitation des emprises chantier et mises en défens des zones sensibles
MRc2	Adaptation des périodes de travaux selon le calendrier des espèces (voir article 30)
MRc3	Prise en compte des espèces végétales exotiques envahissantes pendant les travaux
MRc4	Prévention du risque de pollution en phase chantier (voir articles 9 à 12)
MRc5	Mise en place de clôtures à amphibiens durant la phase chantier
MRc6	Protocole d'abattage spécifique pour les arbres gîtes potentiels à chiroptères
MRc7	Sauvegarde d'individus protégés dans les emprises chantier
MRc8	Mise en place d'un ouvrage continuité passage à petite faune*
MRc9	Remise en état des habitats impactés
MRc10	Transfert de l'Orchis pyramidal
MRe1	Gestion de la végétation
MRe2	Adaptation de l'éclairage pour limiter la pollution lumineuse

\*Cette mesure ne concerne pas le bénéficiaire du présent arrêté. Elle sera mise en œuvre par le conseil départemental dans le cadre de l'élargissement de la RD 71.

Les localisations de Mrc1, Mrc5, Mrc6, Mrc10 et MRe1 figurent en Annexe 5 du présent arrêté.

## Article 30 – Périodes de réalisation des travaux

Les périodes de travaux de défrichement et de débroussaillage seront adaptés selon les groupes d'espèces impactés. Le tableau ci-dessous regroupe les périodes d'intervention à proscrire, à éviter et à favoriser selon les groupes d'espèces rencontrés :

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Intervention/milieu
Oiseaux													Travaux de dévégétalisations (Boisements) Travaux sur le bassin (Foulque)
Chiroptères													Travaux de dévégétalisations (Boisements) et interventions sur le bâti
Amphibiens													Travaux de dévégétalisations (Boisements) Travaux sur les milieux aquatiques (bassins)

	Période d'intervention proscrire
	Période d'intervention à favoriser
	Période d'intervention possible sous condition (cf. mesure MRc5)



### Article 31 – Mesures de compensation

Le site de compensation se trouve au Nord du projet (à proximité immédiate) et dans la même, masse d'eau que les zones humides impactées (*masse d'eau du Lane et ses affluents depuis sa source jusqu'à la confluence avec l'Authion*). La localisation des 5 mesures de compensation figure en Annexe 6 du présent arrêté représentant une surface totale de 3,33 ha.

L'ensemble des mesures de compensation liées au projet sont résumées dans le tableau ci-dessous

N°	Intitulé	Description
MC 1	Remodelage du profil topographique de la parcelle agricole	Décapage de la terre végétale sur 30 cm de la partie centrale de la parcelle agricole sur 1 400 m <sup>2</sup>  Terrassement d'une dépression en pente douce
MC 2	Comblement des fossés existants à partir des terres excavées	Bouchage des fossés existants sur environ 400 mètres linéaire
MC 3	Conversion d'une prairie de fauche humide (ensemencement) et gestion par fauche	Réalisation d'une prairie de fauche tardive annuelle. La fauche sera réalisée entre juillet et octobre. Les résidus de fauche seront exportés
MC 4	Implantation de haies basses pour l'avifaune	Création de haies basses à partir d'essences autochtones
MC 5	Rognage des souches de peuplier et réouverture de l'ancienne peupleraie	Broyage d'une partie des souches de l'ancienne peupleraie

### Article 32 – Démarrage des travaux de compensation

Au moins 2 mois avant le démarrage des travaux prévus à l'article 31, Cofiroute transmettra un porter à connaissance au service police de l'eau pour validation. Ce dossier présentera l'état initial du milieu (mise à jour) et précisera le déroulé de la mise en œuvre de ces mesures.

### Article 33 – Suivis des mesures écologiques

Des suivis devront être réalisés par Cofiroute pour vérifier le fonctionnement des mesures proposées dans le dossier. Ces suivis concernent :

Intitulé	Description	n+1	n+2	n+3	n+5	n+10	n+15	n+20	n+25	n+30
Suivi floristique de la zone humide compensatrice	Inventaires à réaliser entre avril et septembre (2 campagnes)			X	X	X	X	X	X	X
Suivi de l'Orchis pyramidal	Inventaires à réaliser entre mai et juillet (2 campagnes)	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi de l'avifaune	Inventaires à réaliser entre mars et juin (2 campagnes) + un comptage hivernal entre décembre et février (1 campagne)	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Si des écarts par rapport aux objectifs fixés sont constatés, Cofiroute devra proposer des mesures correctives. Après l'échéance de 30 ans, la pertinence du maintien de ce suivi sera évaluée avec le service police de l'eau.

Le bénéficiaire est tenu de verser les données brutes de biodiversité acquises lors de l'étude préalable. Il doit également fournir celles recueillies postérieurement à la décision administrative à l'occasion du suivi des impacts et des mesures compensatoires aux mêmes échéances que les suivis afférents.

Toutes ces données sont à verser sur l'espace de dépôt : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>.

Le récépissé de dépôt est transmis sans délai au service police de l'eau.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces, ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition auprès d'organismes détenant des données existantes.

Ces données sont versées dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication du présent arrêté puis, pour le suivi, dans un délai de 1 mois à compter de la date de transmission des rapports à n+1, n+2, n+3, n+5, n+10, puis tous les 5 ans.

## **– AUTRES PRESCRIPTIONS –**

### **Article 34 – Remblais en lit majeur d'un cours d'eau**

Le projet sera réalisé au plus près du terrain naturel et aura un volume excédentaire de remblais de 490 m<sup>3</sup> (10 000 m<sup>3</sup> de déblais et 14 900 m<sup>3</sup> de remblais) en phase exploitation. La surface soustraite à l'expansion des crues suite à la mise en œuvre du projet sera de 19 500 m<sup>2</sup>.

L'emprise des remblais du projet mis hors d'eau représente environ 0,02 % de la surface totale du champ d'inondation, ce qui est jugé comme négligeable.

### **Article 35 – Changement de bénéficiaire**

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle mentionnée à l'article 1 du présent arrêté, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, des travaux ou du bénéfice de l'activité.

### **Article 36 – Cessation d'activité**

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans des activités, des travaux, de l'exploitation ou de l'affectation des installations et ouvrages indiqués dans la demande d'autorisation doit être déclarée au Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

### **Article 37 – Durée de l'autorisation environnementale**

L'autorisation est accordée sans limitation de durée.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'autorisation environnementale cesse de produire effet, si l'installation n'a pas été mise en service, si l'ouvrage n'a pas été construit, si les travaux n'ont pas été exécutés, si l'activité n'a pas été exercée dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 38 – Accidents - Incidents**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de déclarer au Préfet, tout incident ou accident intéressant l'ouvrage et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement est déclaré, dans les conditions fixées à l'article L.211-5 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le Préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Un curage immédiat des matériaux pollués est réalisé en cas de déversements accidentels.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

#### **Article 39 – Caractère d'urgence**

Les travaux destinés à prévenir un danger grave et présentant un caractère d'urgence peuvent être entrepris sans que soient présentées les demandes d'autorisation ou les déclarations auxquelles ils sont soumis, à condition que le Préfet en soit immédiatement informé.

Le Préfet déterminera, en tant que besoin, les moyens de surveillance et d'intervention en cas d'incident ou d'accident dont doit disposer le maître d'ouvrage, ainsi que les mesures conservatoires nécessaires à la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Un compte-rendu lui est adressé à l'issue des travaux.

#### **Article 40 – Contrôles - Sanctions**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de livrer passage aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions au présent arrêté ainsi qu'au code de l'environnement dans les locaux, installations ou lieux où l'ouvrage est réalisé, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile.

En cas de non-respect des prescriptions applicables en vertu du code de l'environnement ou du présent arrêté, il pourra être mis en œuvre des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6 et suivants du code de l'environnement.

#### **Article 41 – Autres réglementations**

L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est délivrée sans préjudice de l'application de toutes autres réglementations générales ou particulières dont les travaux ou aménagements prévus pourraient relever à un autre titre, notamment dispositions relatives à l'hygiène, permis de construire, permission de voirie, déclaration de fouilles, etc.

#### **Article 42 – Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 43 – Recours**

Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS) :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts (mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie de l'acte. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers (pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement), les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux adressé au Préfet du département concerné ;
- un recours hiérarchique adressé au ministre de la Transition Écologique, de la Biodiversité et des Négociations Internationales sur le Climat et la Nature.

Le recours administratif interrompt le délai de recours contentieux jusqu'à la notification d'une décision de rejet expresse ou tacite née du silence gardé deux mois.

Tout recours administratif ou contentieux doit obligatoirement, à peine de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la présente autorisation environnementale et à son bénéficiaire. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (article R.181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 44 – Publication et information des tiers de l'arrêté**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de la commune de Coteaux-sur-Loire et au siège des communautés de communes Touraine Ouest Val de Loire, et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans les collectivités précitées pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ou du président de la communauté de communes ;
- une copie du présent arrêté est adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 45 – Exécution**

Le Préfet d'Indre-et-Loire, le maire de la commune de Coteaux-sur-Loire, le président de la communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire, le directeur de Cofiroute, la présidente du conseil départemental d'Indre-et-Loire, la directrice départementale des territoires d'Indre-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Tours, le 16/12/2025

Pour le Préfet et par délégation,

La secrétaire générale



Florence GOUACHE



Vu pour être annexé à l'arrêté du 16 DEC. 2025

Pour le Préfet et par délégation



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

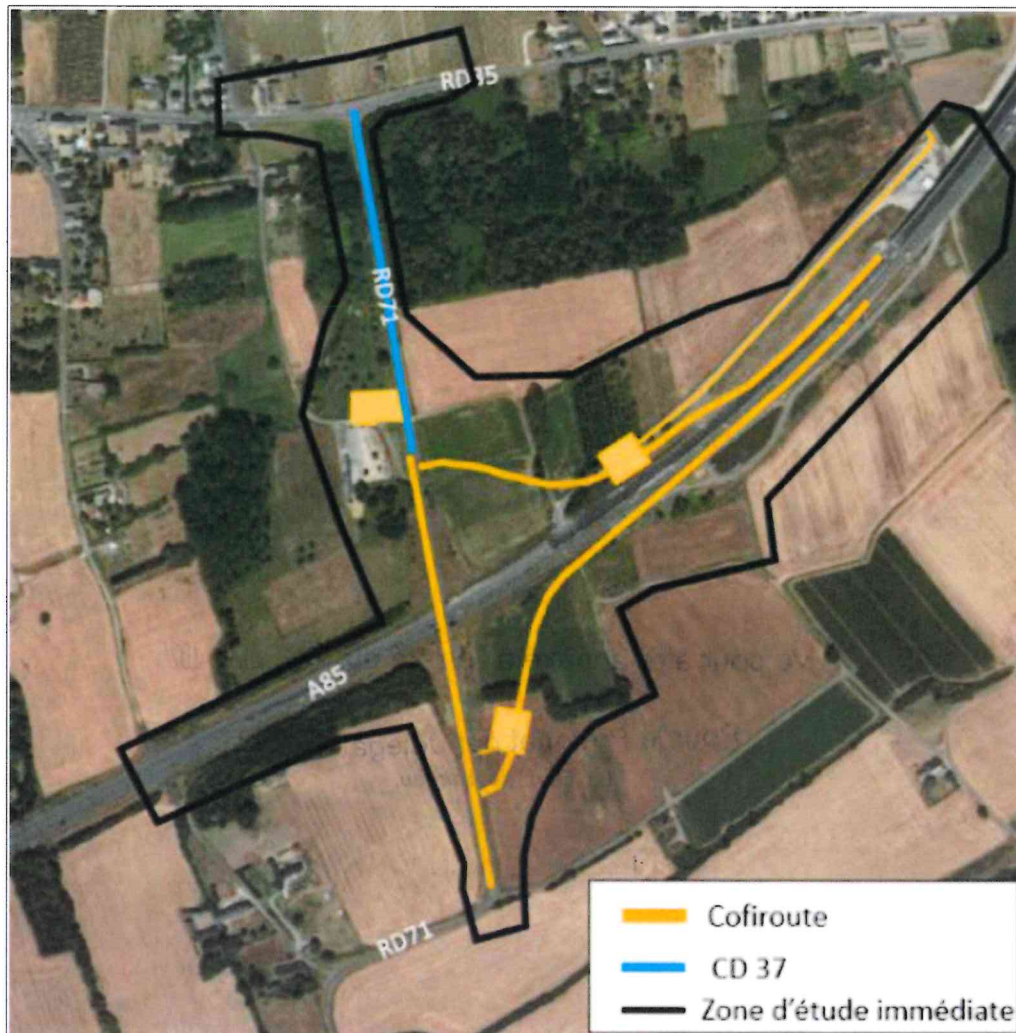
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Le chef de bureau,  
  
Isabelle FERRANDON

**Direction départementale  
des territoires**

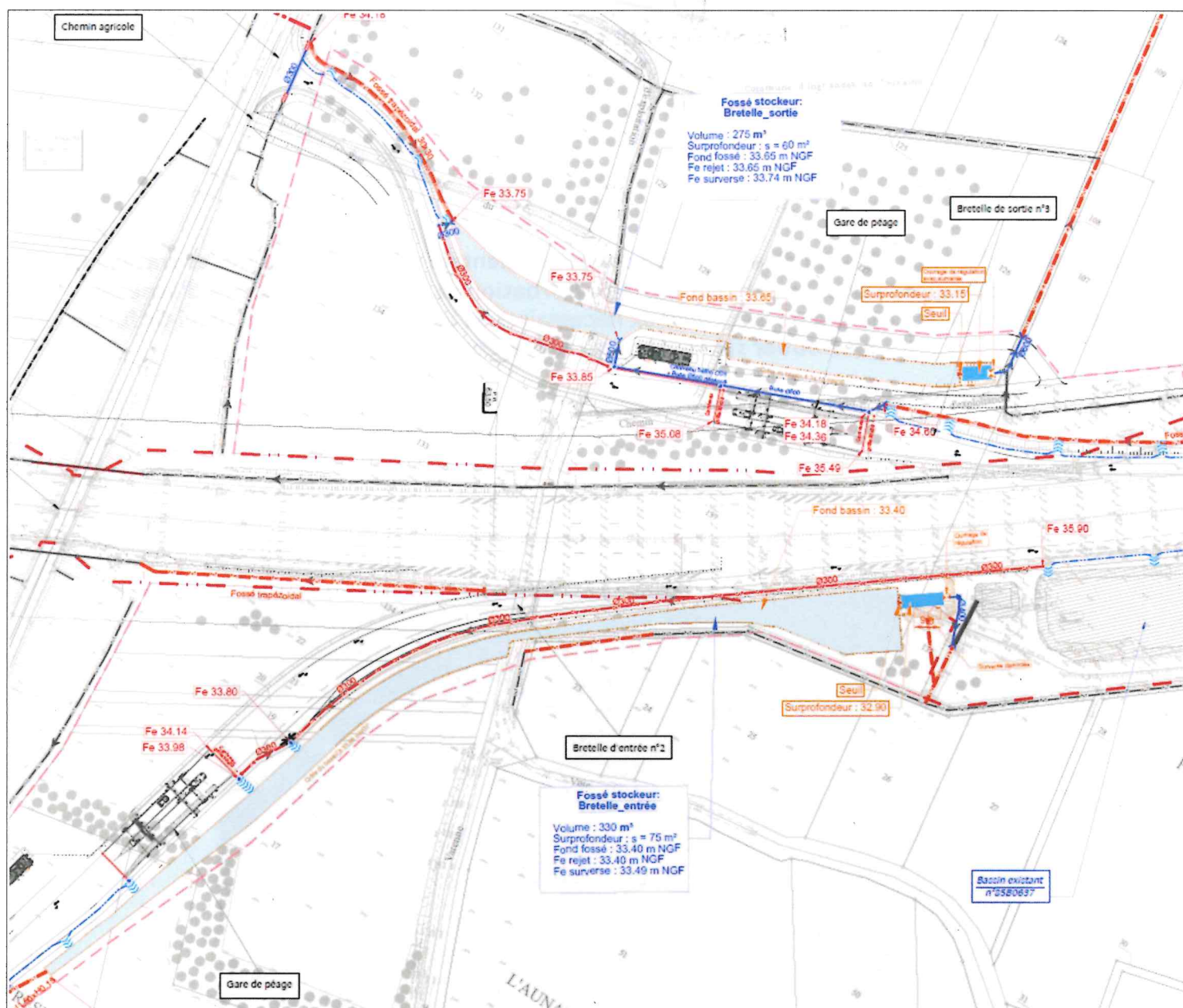
**Annexes à l'arrêté n°25E10 d'autorisation environnementale unique autorisant les travaux et portant dérogation pour la destruction, la perturbation, la capture temporaire d'espèces protégées et la destruction de leurs milieux nécessaires à l'aménagement d'un demi-diffuseur autoroutier sur l'autoroute A85 à Coteaux-sur-Loire**

**Annexe 1 : Localisation des emprises travaux de Cofiroute et du Conseil Départemental.**





**Annexe 2 : Plan de l'assainissement des eaux pluviales du demi-diffuseur en phase exploitation.**



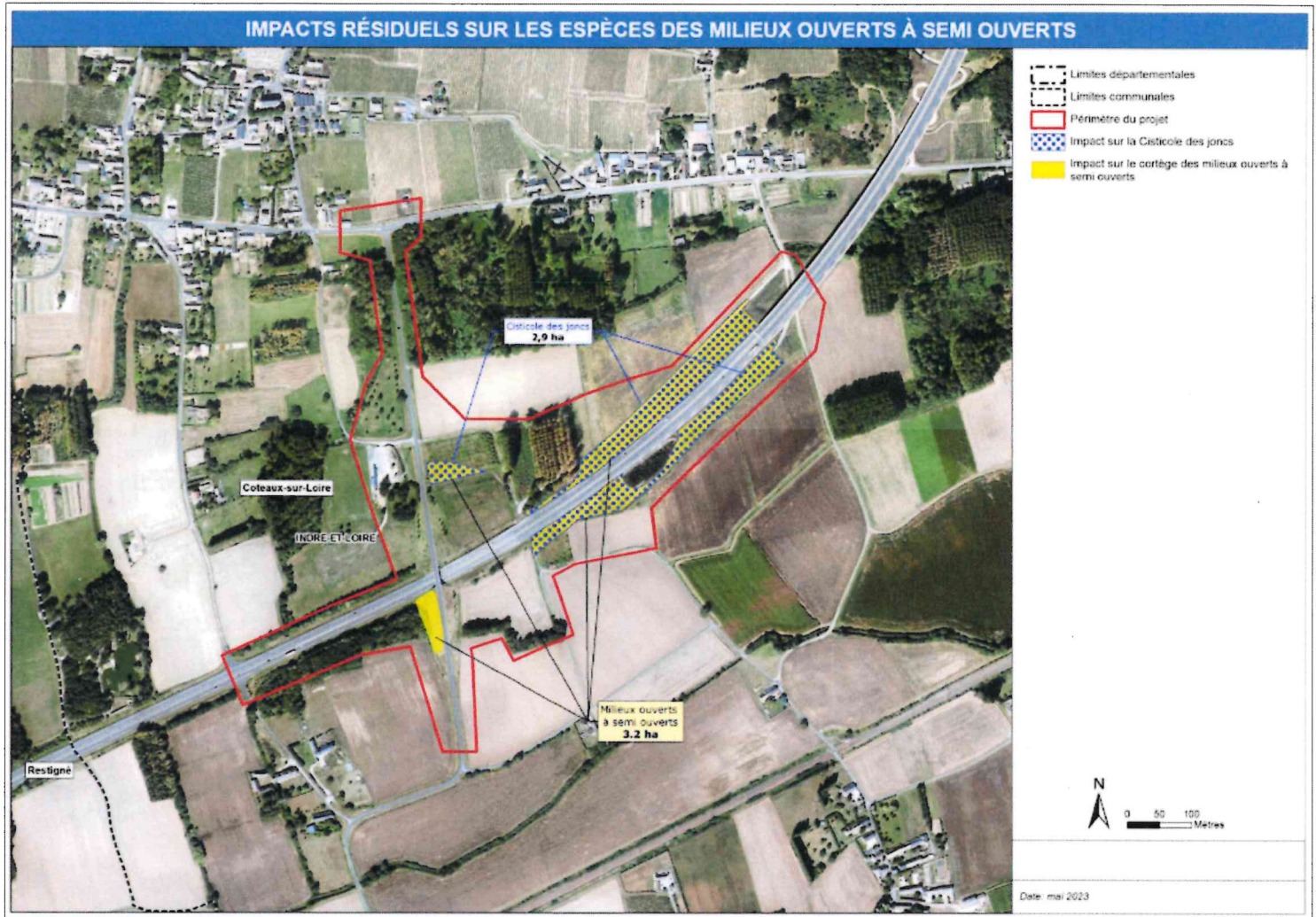
Vu pour être annexé à l'arrêté du 16 DEC. 2025

Pour le Préfet et par délégation

Le chef de bureau,

Isabelle FERRANDON

**Annexe 3 : Localisation des milieux impactés par le projet sur les espèces d'oiseaux de la dérogation :**



**Vu pour être annexé à l'arrêté du 16 DEC. 2025**

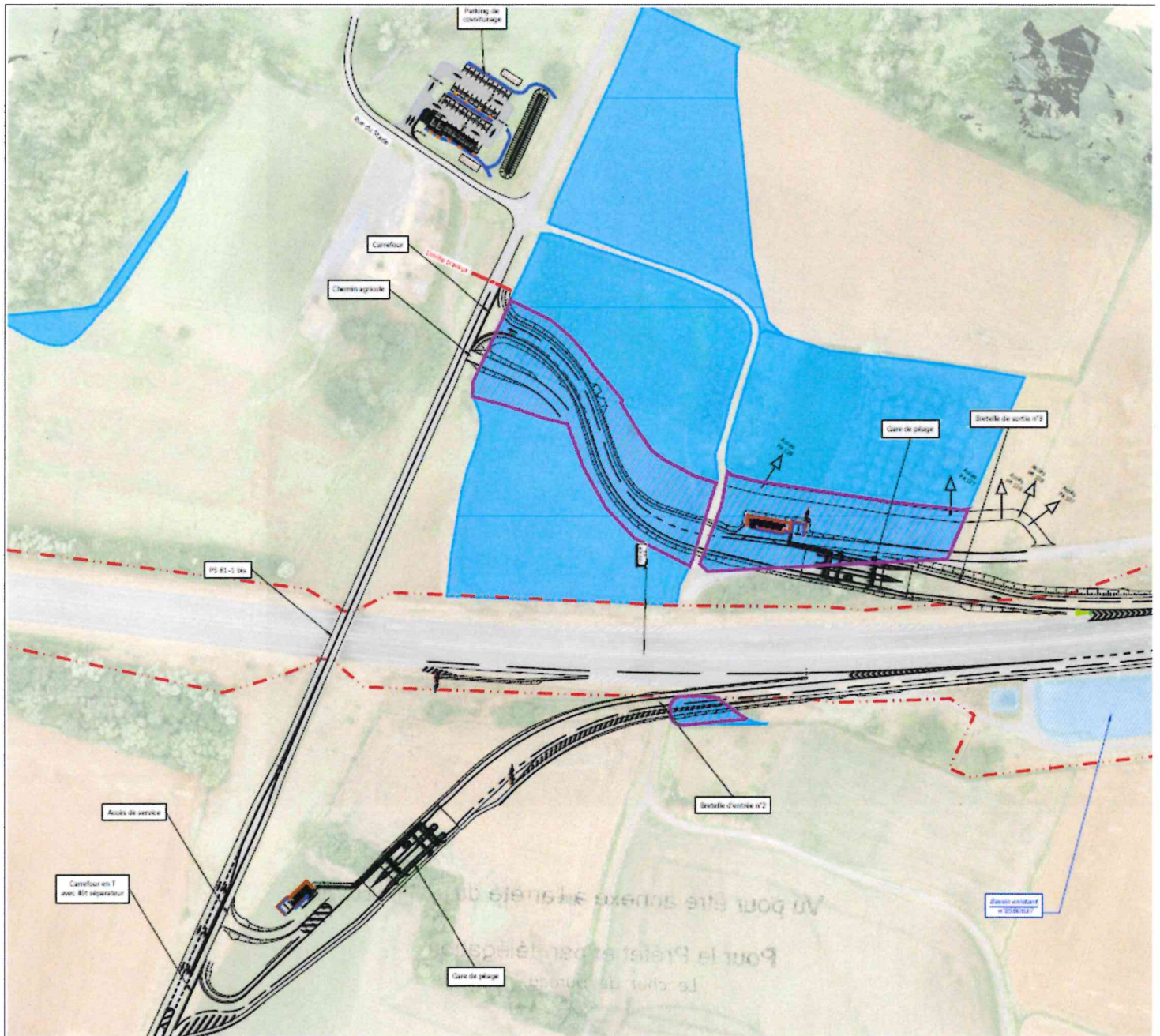
**Pour le Préfet et par délégation**

Le chef de bureau,

  
Isabelle FERRANDON



**Annexe 4 : Localisation des zones humides impactées par le projet de demi-diffuseur :**



Vu pour être annexé à l'arrêté du 16 DEC. 2025

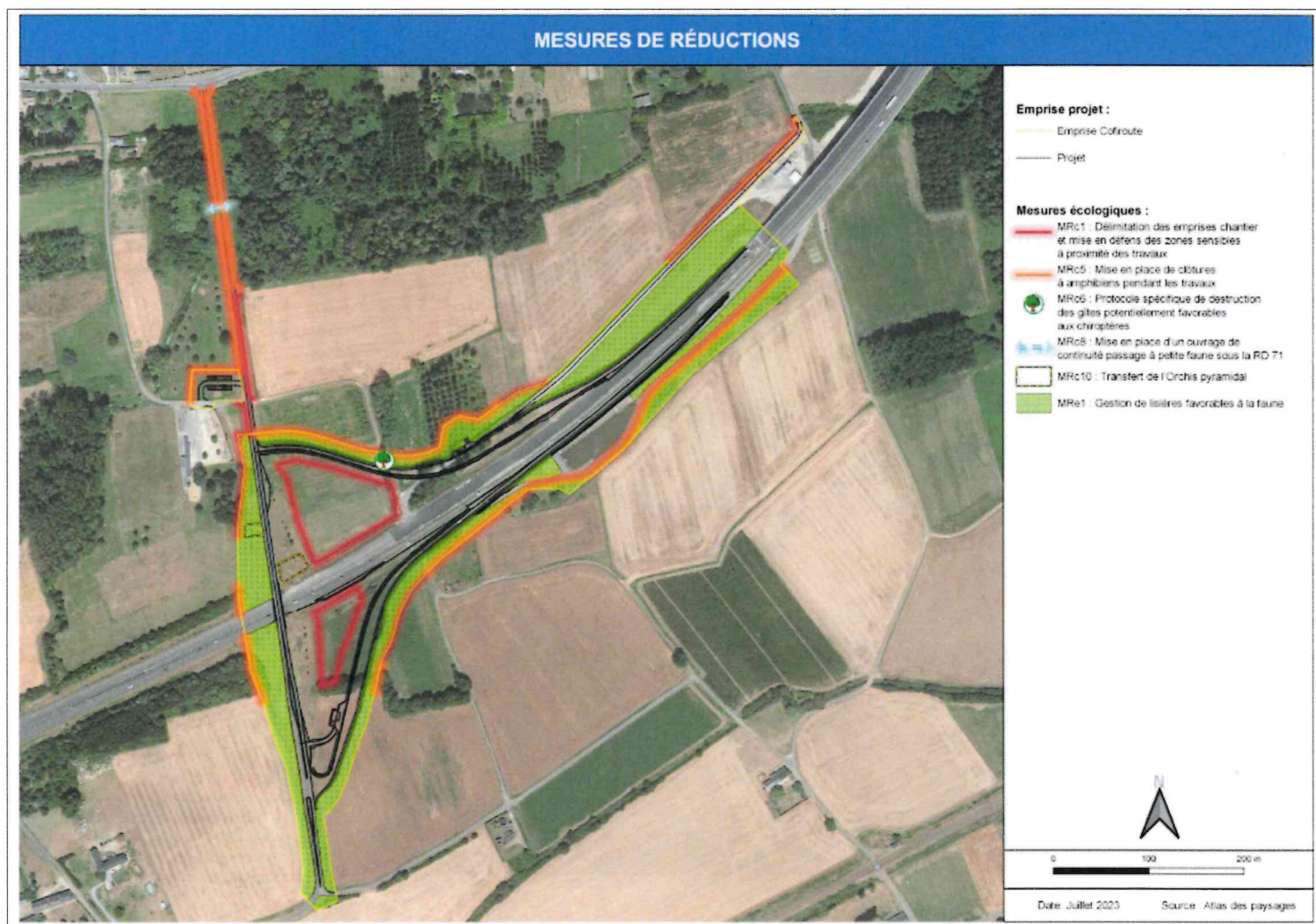
Pour le Préfet et par délégation  
Le chef de bureau

Isabelle FERRANDON

Légende :	
	Limite DPAC
	Impact zones humides DAE
	ZH pédologique



**Annexe 5 : Localisation des mesures de réduction en phase chantier et de la mesure de réduction en phase exploitation (Mrc1, Mrc5, Mrc6, Mrc10 et Mre1) sur la commune de Coteaux-sur-Loire.**



Vu pour être annexé à l'arrêté du  
Pour le Préfet et par délégation

16 DEC. 2025

Le chef de bureau

Isabelle FERRANDON

**Annexe 6 : Localisation des 5 mesures de compensation prévues sur la commune de Coteaux-sur-Loire.**



Vu pour être annexé à l'arrêté du 16 DEC. 2025

Pour le Préfet et par délégation

Le chef de bureau,

Isabelle FERRANDON